

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 18/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS

2 avenue du général De Gaulle
92140 CLAMART

Code AIOT : 0006507103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté à "le bois de la plaine " 78520 ST MARTIN LA GARENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- le bois de la plaine 78520 ST MARTIN LA GARENNE
- Code AIOT : 0006507103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société LAFARGEHOLCIM Granulats exploite plusieurs carrières de sables et graviers sur la commune de Saint Martin La Garenne (78) et plus largement dans la Boucle de Guernes. Ces carrières sont autorisées au titre de la rubrique ICPE 2510-1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 16 mai 2022
- Gestion des eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Clôture	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1	Sans objet
2	Eaux superficielles	AP Complémentaire du 03/08/2021, article 3 alinéa 2 point 2	/	Sans objet
3	Protections individuelles du personnel	AP Complémentaire du 03/08/2021, article 8.2	/	Sans objet
4	Nettoyage	AP Complémentaire du 03/08/2021, article 5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a donné suite à la mise en demeure du 16/05/2022, les dispositions sont désormais respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société LAFARGE Granulats, exploitant une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sise au lieu-dit «Le Bois de la Plaine » sur la commune de Saint-Martin-la-Garenne (78520), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières susvisé, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place une clôture efficace au sens de l'article susmentionné.
Constats : L'inspection a constaté la présence de ré-hausse des clôtures aux endroits nécessaires. La mise en demeure est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, article 3 alinéa 2 point 2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte la procédure établie pour la gestion des eaux colorées en pied de talus dans son porter à connaissance définie à l'article 1.2 du présent arrêté. Toute eau stagnante, eau colorée ou acide issue des remblais, des zones de transfert ou de tout autre zone impactée doit être récupérée et gérée comme des déchets dans les filières dûment autorisées à les prendre en charge. La couleur correspond à la modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, en tant que de besoin, peut également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- l'absence d'eaux stagnantes en pied de talus;- la présence d'un dispositif de pompage pour récupérer les eaux stagnantes, colorées ou acides;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Protections individuelles du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protections individuelles du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz H ₂ S ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne : <ul style="list-style-type: none">– de surveillance susceptible d'intervenir en cas de sinistre,– ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles. Un détecteur en continu de H ₂ S est mis en place dans la pelle d'excavation.
Constats : L'inspection constate la présence de masque et capteurs au sein des engins de chantiers intervenant sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Nettoyage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/08/2021, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société LAFARGEHOLCIM GRANULATS procède au nettoyage des zones de transfert, appontement et toutes zones pouvant être impactées chaque soir par décapage puis récupération et remise des déblais dans les zones de stockage actuel des remblais excavés. Il est interdit de nettoyer les zones susvisées par eau. L'exploitant est en mesure de pouvoir justifier le nettoyage des zones chaque soir.
Constats : L'inspection constate que les zones de transfert et l'appontement sont nettoyés et exempts de tout déblais Eole.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet